

N° DP 24/533

DECISION DU PRESIDENT

DELEGATION DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN AU PROFIT DE LA COMMUNE DU PRADET POUR L'ACQUISITION DES PARCELLES SITUEES AU PRADET 82 RUE JEAN ZAY CADASTREES SECTION AX NUMERO 50 ET 51

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, (dite "loi 3DS") et notamment l'article 71,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU N°2023-107 du 20 décembre 2023 prononçant la carence définie par l'article L 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation au titre de la période triennale 2020-2022 pour la commune du Pradet,

VU l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU N°2024-57 du 17 juin 2024 renonçant et autorisant l'exercice du droit de préemption urbain par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour l'acquisition d'un bien sis au Pradet (83220), 82, rue Jean Zay en application de l'article L 210-1 du Code de l'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme opposable de la Ville du Pradet,

VU la déclaration d'intention d'aliéner reçue le 25 avril 2024 en mairie du Pradet portant, sur la vente des parcelles situées au Pradet (83220) 82, rue Jean Zay, cadastrées section AX n° 50 et 51, pour un montant de QUATRE CENTS TRENTE MILLE EUROS (430 000, 00€),

VU le courrier électronique de la Ville du Pradet en date du 16 mai 2024 sollicitant de la Métropole TPM la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain à son profit, dans le cadre de la cession des parcelles situées sur la commune du Pradet (83220), 82, rue Jean Zay, cadastrées section AX n°50 et 51,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est, depuis sa création le 1^{er} janvier 2018, compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et, à ce titre, titulaire du droit de préemption défini à l'article L. 210-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que la Commune du Pradet a été déclarée en carence par arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-107 en application de l'article L 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation au titre de la période triennale 2020-2022, le 20 décembre 2023,

CONSIDERANT que l'exercice du droit de préemption sur la Commune du Pradet a été transféré au représentant de l'Etat dans le département depuis le 20 décembre 2023, date d'exécution de l'arrêté préfectoral précité,

CONSIDERANT qu'il résulte des dispositions de l'article L210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N° 2023-107 du 20 décembre 2023, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L. 213-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT qu'il résulte également des dispositions de l'article L. 210-1 alinéa 2 du Code de l'Urbanisme que le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien,

CONSIDERANT que par courrier électronique ci-annexé du 16 mai 2024, la Commune du Pradet a sollicité de la Métropole TPM la délégation de l'exercice de son droit de préemption urbain pour l'acquisition du bien ci-dessus désigné,

CONSIDERANT que la demande de délégation de l'exercice du droit de préemption urbain de la ville du Pradet auprès de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur le bien situé au Pradet (83220) 82, rue Jean Zay cadastré section AX n° 50 et 51, permet la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme,

CONSIDERANT que l'acquisition du bien concerné par le droit de préemption urbain, situé dans la zone UC du Plan Local d'Urbanisme en vigueur, se justifie au regard de la politique locale de l'habitat et de la stratégie foncière mise en œuvre par la commune du Pradet,

CONSIDERANT que l'acquisition de l'immeuble sise 82, rue Jean Zay fera l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble précisée dans une future Opération d'Aménagement et de Programmation (OAP),

CONSIDERANT que cette acquisition est établie dans le but de réaliser une réserve foncière augmentant ainsi les espaces qui, aménagés, permettront la réalisation d'une véritable mixité des fonctions dans le quartier,

CONSIDERANT qu'il est donc opportun de déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à la Ville du Pradet,

DECIDE

ARTICLE 1

DE DELEGUER à la Commune du Pradet, l'exercice du droit de préemption urbain pour l'acquisition des parcelles situées sur la commune de Pradet (83220) 82, rue Jean Zay, cadastrées section AX n° 50 et 51.

ARTICLE 2

DE CHARGER Madame la Directrice Générale des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée :

- A la Ville du Pradet,
- A la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **18 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Déposé le : 25/04/2024

À Le Pradet

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner un bien

Droit de préemption

Immeuble : Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.)

A. Propriétaire(s)

Identité : Monsieur DAGNAN Pierre Charles Bernard

Profession : retraité

Adresse : 731 chemin des Bernards 83220 LE PRADET

Complément d'adresse : (Code INSEE 83098)

Quote-part en cas d'indivision :

Adresse email : pdatekila@gmail.com

Indicatif si pays étranger :

Téléphone :

Pays : France

Division territoriale :

B. Situation du bien

Adresse précise du bien

☐ La cession du bien entraîne une division parcellaire

Adresse : 82 Rue Jean Zay 83220 Le Pradet

Complément d'adresse : (Code INSEE 83098)

Superficie totale de l'assiette foncière du bien cédé (m²) : 576

Situation du terrain

☐ Ma demande porte sur le domaine public

Références cadastrales

Préfixe	Section	Numéro	Surface (m²)	Observation	Partielle
0	AX	50	253		Non
0	AX	51	323		Non

C. Désignation du bien

Immeuble

Immeuble : Bâti sur terrain propre



Bien situé dans un lotissement

Propriétaire en cas d'immeuble bâti sur terrain d'autrui

Nom :

Prénom :

Adresse :

Complément d'adresse :

Nature des droits cédés

☒ Pleine Propriété ☐ Nue-Propriété ☐ Usufruit

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres : _____
Prés : _____
Vergers : _____
Vignes : _____
Bois : _____
Landes : _____
Carrières : _____
Eaux cadastrées : _____
Jardins : _____
Terrains à bâtir : _____
Terrains d'agrément : _____
Sol : _____

Bâtiment vendu en totalité

Surface construite au sol (m²) : _____
Surface utile ou habitable (m²) : 74,3
Nombre de niveaux : 1
Nombre d'appartements : 1
Nombre d'autres locaux : _____
Observations : _____

Vente de volumes

Numero	Surface (m²)	Nature
Observations : _____		

Bâtiment en copropriété

Numéro du lot	Bâtiment	Étage	Surface utile (m²)	Quote-part des parties communes	Nature
N° d'inscription au registre des copropriétés : _____					
Le bâtiment est achevé depuis : _____					
Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis : _____					
En cas d'indivision, quote-part du bien vendu : _____					

Droits sociaux

Désignation de la société : _____
Nombre de parts cédées : _____
Désignation des droits : _____
Nombre total de parts : _____
Nature : _____
Numéro des parts : _____
☐ La cession conduit l'acquéreur à détenir la majorité des parts de la société

D. Usage et occupation

Usage

✓ Habitation

Précision : _____

Professionnel

Précision : _____

Mixte

Précision : _____

Commercial

Précision : _____

Agricole

Précision : _____

Autre

Précision : _____

☐ Une installation soumise à autorisation ou à enregistrement, au titre du code de l'environnement a été exploitée sur le terrain

Occupation

Par le(s) propriétaire(s)

Précision : _____

Par un(des) locataire(s)

Précision : _____

✓ Sans occupant

Précision : _____

Autre

Précision : _____

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens : Non

Préciser la nature : _____

Indiquer si rente viagère antérieure : Oui

F. Modalités de la cession

Modalité de cession : Vente amiable

Vente amiable

Prix de vente ou évaluation hors commission (euros) : 430 000,00 €

Si TVA en sus du prix, préciser le montant (en chiffres) : _____

Évaluation hors commission (en chiffres) : _____

Dont éventuellement inclus :

Mobilier (euros) : _____

Autres (euros) : _____

Adresse précise du bien : _____

Description : _____

Modalités de paiement

Modalités de paiement :

Comptant à la signature de l'acte authentique

Commission :

Commission vendeur

Précision :

Montant commission acquéreur (euros) :

TTC/HT :

Montant commission vendeur (euros) :

18 000,00 €

TTC/HT :

TTC

Désignation de la contrepartie de l'aliénation :

Evaluation de la contrepartie :

Paielement :

Montant annuel (euros) :

Montant comptant (euros) :

Bénéficiaire(s) de la rente :

Précision :

Evaluation de l'usage ou de l'usufruit :

Précision :

Désignation des biens reçus en échange :

Montant de la soulte le cas échéant (euros) :

Bénéficiaire de la soulte :

Propriétaires contre-échangistes :

Bénéficiaire :

Estimation du bien apporté (euros) :

Estimation du terrain (euros) :

Estimation des locaux à remettre (dation) (euros) :

Estimation de l'immeuble objet de la location-accession (euros) :

Objet de la location-accession :

Adjudication

☐ Volontaire

☐ Ou rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire

☐ Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage

Date de l'adjudication :

Lieu de l'adjudication :

Montant de la mise à prix :

Estimation du bien (euros) : _____

G. Les soussignés déclarent

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique A

- ☒ A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués
- ☐ Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur :

- ☐ Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A

Liste du (ou des) acquéreur(s)

Identité : Madame YVON Martine Jeanne
Maria

Profession : directrice de crèche

Adresse : 37 allée de Cogolin 83130 LA
GARDE

Complément d'adresse : (Code INSEE 83062)

Adresse email : martine.yvon@live.fr

Indicatif si pays
étranger :

Téléphone :

Pays : France

Division
territoriale :

H. Le signataire n'est pas le propriétaire

Liste du (ou des) signataire(s)

Identité : Maître ALBERT-RISSO Nathalie

Qualité : Notaire

Adresse : 66 place Paul Flamencq 83220 LE
PRADET

Complément d'adresse : (Code INSEE 83098)

Adresse email : nathalie.albert-
risso@83089.notaires.fr

Indicatif si pays
étranger :

Téléphone : 0494144933

Pays : France

Division
territoriale :

- ☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

I. Observations

Observations :

Pièces complémentaires à la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)

Code	Description	Fichiers
IA001	Extrait du plan cadastral	PLAN CADASTRAL DAGNAN.pdf

RE: 19ème COMMISSION DIA METROPOLE-LE PRADET

Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>

Jeu 16/05/2024 09 h 31

À : MAILLET Anne sophie <asmallet@metropolepm.fr>

Cc : HUMMEL Claire <chummel@metropolepm.fr>; MANDELLI Michel <mmandelli@metropolepm.fr>; nathalie.patissou <nathalie.patissou@le-pradet.fr>; LEBERRE Chantal - DDTM 83/SHRU/BPMS <chantal.leberre@var.gouv.fr>; Jean-François Planes <jean-francois.planes@le-pradet.fr>; nathalie.patissou <nathalie.patissou@le-pradet.fr>

2 pièces jointes (526 Ko)

Recapitulatif de la demande (14).pdf; PV COMMISSION DIA LE PRADET.pdf;

Bonjour,

Dans le cadre de l'aménagement de l'îlot de l'ancien quartier de la Gare (en orange ci-dessous), comprenant actuellement les anciennes caves coopératives, l'Espace des arts, les bâtiments dédiés aux associations et les stationnements dédiés, il est indispensable de faire l'acquisition de ces deux parcelles (en bleu) qui sont en mitoyenneté de l'espace de stationnement du quartier.

L'aménagement de cet îlot fera l'objet d'une opération d'ensemble qui sera précisée dans une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dans le cadre de la réalisation du futur document d'urbanisme Intercommunal (PLUI).

L'acquisition de ces parcelles se fait dans le but de réaliser de la réserve foncière augmentant les espaces qui, aménagés, permettront la réalisation d'une véritable mixité des fonctions dans le quartier : logements, équipements publics, développement des circulations douces et sécurisation des déplacements, augmentation des capacités de stationnements...).



Vous souhaitant bonne réception et restant à votre disposition,
Bien à vous,



VILLE DU PRADET
www.le-pradet.fr

Marie-Laure CHARRY

Directrice

Pôle Aménagement Durable

Tel. : 04 94 08 77 05
Port. : 06 89 74 60 48
marie-laure.charry@le-pradet.fr

De : MAILLET Anne sophie <asmallet@metropolepm.fr>

Envoyé : mardi 14 mai 2024 12:01

À : Marie-Laure Charry <marie-laure.charry@le-pradet.fr>

Cc : HUMMEL Claire <chummel@metropolepm.fr>; MANDELLI Michel <mmandelli@metropolepm.fr>; Nathalie Patissou <nathalie.patissou@le-pradet.fr>; LEBERRE Chantal - DDTM 83/SHRU/BPMS <chantal.leberre@var.gouv.fr>

Objet : 19ème COMMISSION DIA METROPOLE-LE PRADET

Importance : Haute

Chère Madame Charry,

Je me permets de vous contacter suite à la commission DIA qui s'est tenue hier au cours de laquelle la commune du Pradet a soulevé un intérêt communal pour la DIA 48 en PJ;

Toulon le 27 MAI 2024

Jean Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Monsieur Philippe MAHE
Préfet du Var
Préfecture du Var
Boulevard du 112^{ème} Régiment d'Infanterie
CS 31209
83070 TOULON cedex

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier – service Action Foncière
Anne-Sophie MAILLET-FEBBRAIO
Tél : 04.94.05.57.93 - asmillet@metropletpm.fr

N/Réf : JPGN/VP/CW/CH/MM/ASM/2024- n°00392

V/Réf : M. SALVAT/ Responsable du Bureau Politique de Mixité Sociale
DDTM / Service Habitat et Rénovation Urbaine

OBJET : DIA48 sur la propriété bâtie sise 82, rue Jean Zay-LE PRADET
Article L201-1 Code de l'Urbanisme – demande d'autorisation de restituer le DPU

Monsieur Le Préfet,

J'ai été informée par mes services d'une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA) portant sur un bien immobilier situé sur la commune du Pradet, sise 82, rue Jean Zay cadastré section AX n° 50-51, classé en zone UC au Plan Local d'Urbanisme de la ville, zone mixte à dominante résidentielle dédiée à l'habitat individuel et aux petits collectifs.

La commune a sollicité la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la délégation de son droit de préemption urbain.

Dans le cadre de l'aménagement de l'ilot de l'ancien quartier de la Gare, comprenant actuellement les anciennes caves coopératives, l'Espace des arts, les bâtiments dédiés aux associations et les stationnements dédiés, il est indispensable pour la commune du Pradet de procéder à l'acquisition de ces deux parcelles.

En effet, cette unité foncière de 576 m², mitoyenne d'un espace de stationnement, située en hyper-centre, constitue une opportunité intéressante.

L'acquisition de ces parcelles est destinée à réaliser de la réserve foncière augmentant les espaces qui, aménagés, permettront la réalisation d'une véritable mixité des fonctions dans le quartier : logements, équipements publics, développement des circulations douces et sécurisation des déplacements, augmentation des capacités de stationnements...).

L'aménagement de cet ilot fera l'objet d'une opération d'ensemble qui sera précisée dans une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) dans le cadre de la réalisation du futur document d'urbanisme Intercommunal (PLUI).

La DIA notifiée, exprimant un prix de QUATRE CENT TRENTE MILLE EUROS (430.000, - €), reçue le 25 avril 2024, permet d'envisager l'acquisition, par la ville du Pradet, par voie de préemption.

Dans le cadre de l'article L. 210-1 du code de l'urbanisme qui dispose « Le représentant de l'Etat dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, ladite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien. L'arrêté mentionne notamment le bien concerné et la finalité pour laquelle la préemption est exercée », je vous saurais gré d'accepter de mettre en œuvre ce dispositif.

Certaine de votre compréhension de cette situation et de la solution envisagée,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services
Toulon Provence Méditerranée

Déclaration d'intention d'aliéner ou demande d'acquisition d'un bien soumis à l'un des droits de préemption prévus par le code de l'urbanisme

Déclaration d'intention d'aliéner un bien

Droit de préemption

Immeuble : Soumis au droit de préemption urbain (D.P.U.)

A. Propriétaire(s)

Identité : Monsieur DAGNAN Pierre Charles Bernard

Profession : retraité

Adresse email : pdatekila@gmail.com

Adresse : 731 chemin des Bernards 83220 LE PRADET

Indicatif si pays étranger :

Complément d'adresse : (Code INSEE 83098)

Téléphone :

Quote-part en cas d'indivision :

Pays : France

Division territoriale :

B. Situation du bien

Adresse précise du bien

☐ La cession du bien entraîne une division parcellaire

Adresse : 82 Rue Jean Zay 83220 Le Pradet

Complément d'adresse : (Code INSEE 83098)

Superficie totale de l'assiette foncière du bien cédé (m²) : 576

Situation du terrain

☐ Ma demande porte sur le domaine public

Références cadastrales

Préfixe	Section	Numéro	Surface (m²)	Observation	Partielle
0	AX	50	253		Non
0	AX	51	323		Non

C. Désignation du bien

Immeuble

Immeuble : Bâti sur terrain propre

☐ Bien situé dans un lotissement

Propriétaire en cas d'immeuble bâti sur terrain d'autrui

Nom :

Prénom :

Adresse :

Complément d'adresse :

Nature des droits cédés

☐ Propriété ☐ Propriété ☐ Usual

Occupation du sol en superficie (m²)

Terres : _____
Prés : _____
Vergers : _____
Vignes : _____
Bois : _____
Landes : _____
Carrières : _____
Eaux cadastrées : _____
Jardins : _____
Terrains à bâtir : _____
Terrains d'agrément : _____
Sol : _____

Bâtiment vendu en totalité

Surface construite au sol (m²) : _____
Surface utile ou habitable (m²) : 74,3
Nombre de niveaux : 1
Nombre d'appartements : 1
Nombre d'autres locaux : _____
Observations : _____

Vente de volumes

Numero	Surface (m²)	Nature
Observations :		

Bâtiment en copropriété

Numéro du lot	Bâtiment	Étage	Surface utile (m²)	Quote-part des parties communes	Nature
---------------	----------	-------	--------------------	---------------------------------	--------

N° d'inscription au registre des copropriétés : _____
Le bâtiment est achevé depuis : _____
Le règlement de copropriété a été publié aux hypothèques depuis : _____
En cas d'indivision, quote-part du bien vendu : _____

Droits sociaux

Désignation de la société : _____
Nombre de parts cédées : _____
Désignation des droits : _____
Nombre total de parts : _____
Nature : _____
Numéro des parts : _____



La cession conduit l'acquéreur à détenir la majorité des parts de la société

Usage

☒ Habitation

Précision : _____

Professionnel

Précision : _____

Mixte

Précision : _____

Commercial

Précision : _____

Agricole

Précision : _____

Autre

Précision : _____

☐ Une installation soumise à autorisation ou à enregistrement, au titre du code de l'environnement a été exploitée sur le terrain

Occupation

Par le(s) propriétaire(s)

Précision : _____

Par un(des) locataire(s)

Précision : _____

☒ Sans occupant

Précision : _____

Autre

Précision : _____

E. Droits réels ou personnels

Grevant les biens : Non

Préciser la nature : _____

Indiquer si rente viagère antérieure : Oui

F. Modalités de la cession

Modalité de cession : Vente amiable

Vente amiable

Prix de vente ou évaluation hors commission (euros) : 430 000,00 €

Si TVA en sus du prix, préciser le montant (en chiffres) : _____

Évaluation hors commission (en chiffres) : _____

Dont éventuellement inclus :

Mobilier (euros) : _____

Autres (euros) : _____

Adresse précise du bien : _____

Description : _____

Modalités de paiement

Modalités de paiement :

Commission :

Précision :

Montant commission acquéreur (euros) :

Comptant à la signature de l'acte **authentique**

Commission vendeur

Montant commission vendeur (euros) :

18 000,00 €

TTC/HT :

TTC

Désignation de la contrepartie de l'aliénation :

Evaluation de la contrepartie :

Paielement :

Montant annuel (euros) :

Montant comptant (euros) :

Bénéficiaire(s) de la rente :

Précision :

Evaluation de l'usage ou de l'usufruit :

Précision :

Désignation des biens reçus en échange :

Montant de la soulte le cas échéant (euros) :

Bénéficiaire de la soulte :

Propriétaires contre-échangistes :

Bénéficiaire :

Estimation du bien apporté (euros) :

Estimation du terrain (euros) :

Estimation des locaux à remettre (dation) (euros) :

Estimation de l'immeuble objet de la location-accession (euros) :

Objet de la location-accession :

Adjudication

☐ Volontaire

☐ Ou rendue obligatoire par une disposition législative ou réglementaire

☐ Mettant fin à une indivision ne résultant pas d'une donation-partage

Date de l'adjudication :

Lieu de l'adjudication :

Montant de la mise à prix :

G. Les soussignés déclarent

Que le(s) propriétaire(s) nommé(s) à la rubrique A

- ☒ A (ont) recherché un acquéreur disposé à acquérir les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués
- ☐ Demande(nt) au titulaire du droit de préemption d'acquérir les biens désignés à la rubrique C aux prix et conditions indiqués

Indications complémentaires concernant l'opération envisagée par l'acquéreur :

☐ Qu'il est chargé de procéder à la vente par voie d'adjudication comme indiqué à la rubrique F des biens désignés à la rubrique C appartenant au(x) propriétaire(s) nommé(s) en A

Liste du (ou des) acquéreur(s)

Identité : Madame YVON Martine Jeanne Maria

Profession : directrice de crèche

Adresse : 37 allée de Cogolin 83130 LA GARDE

Complément d'adresse : (Code INSEE 83062)

Adresse email : martine.yvon@live.fr

Indicatif si pays étranger :

Téléphone :

Pays : France

Division territoriale :

H. Le signataire n'est pas le propriétaire

Liste du (ou des) signataire(s)

Identité : Maître ALBERT-RISSO Nathalie

Qualité : Notaire

Adresse : 66 place Paul Flamencq 83220 LE PRADET

Complément d'adresse : (Code INSEE 83098)

Adresse email : nathalie.albert-risso@83089.notaires.fr

Indicatif si pays étranger :

Téléphone : 0494144933

Pays : France

Division territoriale :

- ☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

I. Observations

Observations :

Pièces complémentaires à la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA)

Code	Description	Fichiers
IA001	Extrait du plan cadastral	PLAN CADASTRAL DAGNAN.pdf



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DDTM/SHRU/N°2024-57 du 17 JUIN 2024
autorisant l'exercice du droit de préemption urbain par la métropole
Toulon Provence Méditerranée,
pour l'acquisition d'un bien sis 82 Rue Jean Zay sur la commune du Pradet
en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme.

Le préfet du Var,

Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.302-5, L.302-8 et L.302-9-1 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.210-1 alinéa 2, L.213-1 et suivants, L.321-1 à L.321-13 et R.213-3 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et son article 149 ;

Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et son article 71 ;

Vu l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-107 du 20 décembre 2023 prononçant la carence de la commune du Pradet dans la réalisation des objectifs de production de logements sociaux au cours de la période triennale 2020-2022 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune du Pradet approuvé le 21 décembre 2011, partiellement annulé et modifié ;

Vu la délibération n°18/10/312 du conseil métropolitain du 25 octobre 2018 relative à l'instauration du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du conseil métropolitain n° 22/12/400 en date du 15 décembre 2022 en tant qu'elle instaure du Droit de Préemption Urbain sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme du Pradet,

Vu la délibération du conseil métropolitain n° 22/12/399 en date du 15 décembre 2022 en tant qu'elle instaure le Droit de Préemption Urbain renforcé ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n° 48/2024 souscrite par Maître ALBERT-RISSO Nathalie, notaire, 66 place Paul Flamencq – 83220 LE PRADET, reçue en mairie du Pradet le 25 avril 2024, portant sur la vente d'un bien sis 82 rue Jean Zay au PRADET (83220), sur les parcelles cadastrées AX 50 et AX 51, selon les modalités stipulées dans la DIA ;

Vu le courrier du président de la métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 27 mai 2024 motivant la nécessité d'acquérir le bien objet du présent arrêté ;

Considérant qu'il résulte des dispositions de l'article L.210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que pendant la durée d'application de l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU/N°2023-107 du 20 décembre 2023, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'État dans le département lorsque l'aliénation porte sur un des biens ou droits énumérés aux 1° à 4° de l'article L.213-1 du code de l'urbanisme, affecté au logement ou destiné à être affecté à une opération ayant fait l'objet de la convention prévue à l'article L.302-9-1 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant qu'il résulte également des dispositions de l'article L.210-1 alinéa 2 du code de l'urbanisme que le représentant de l'État dans le département peut, sur demande motivée de la collectivité territoriale initialement titulaire du droit de préemption et en vue d'un bien précisément identifié, renoncer pour lui-même à exercer ce droit et autoriser, par arrêté motivé, la-dite collectivité territoriale à exercer ce droit pour ce seul bien ;

Considérant que l'acquisition du bien sis 82 rue Jean Zay au PRADET 83220, permettrait à la commune de réaliser un projet de renouvellement urbain.

Considérant le délai de 2 mois à compter de la communication de la déclaration d'intention d'aliéner pour faire part aux propriétaires de l'intention d'acquérir en application du droit de préemption,

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Article 1 : L'État renonce à exercer son droit de préemption en application de l'article L.210-1 du code de l'urbanisme, pour la partie inscrite dans le périmètre de droit de préemption simple conformément à l'article L213-1-2 du code de l'urbanisme, et autorise la métropole Toulon Provence Méditerranée à exercer ce droit de préemption pour l'acquisition du bien défini à l'article 2.

Article 2 : Le présent arrêté concerne les parcelles cadastrées AX 50 et AX 51, d'une surface de 576 m², inscrites dans le périmètre de droit de préemption urbain simple, sis 82 rue Jean Zay – 83220 Le Pradet et composée d'une maison d'habitation de 74,30 m² ;

Article 3 : Le bien acquis doit être utilisé en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement.

L'acquisition de ce bien s'inscrit dans le cadre de la politique locale de l'habitat et la stratégie foncière mise en œuvre par la commune du Pradet.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer du Var sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

Fait à Toulon, le **17 JUIN 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Lucien GIUDICELLI

délais et voies de recours :

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Toulon. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Var. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

